



Regard sur les leçons à tirer de la politique étrangère de la République Centrafricaine : sous la gestion de Faustin Archange TOUADERA, de 2016 à 2024

 **GBIASSANGO Marcelin Marlon***

* Chercheur Indépendant

Résumé

La République Centrafricaine est un Etat d'Afrique Centrale, limitée au nord-ouest par le Tchad, au nord-est par le Soudan du sud, au sud par la République Démocratique du Congo et le Congo, et à l'ouest par le Cameroun. Son histoire ancienne est mal connue et fait encore de débats entre les spécialistes, qui constituent un sujet d'étude et sa place dans les relations internationales.

Cet article analyse la politique étrangère agissante de la Centrafrique aussi bien dans sa dimension avec les autres Etats et les défis auxquels elle se heurte. En désaccord avec certaines idées admises qui soutiennent l'idée d'une diplomatie agissante de la Centrafrique dans la sous-région du fait de son évolution politique interne, cette étude montre la République Centrafricaine, comme tout acteur des relations internationales est un Etat qui, dans la scène internationale défend toutes les composantes de son identité nationale, et ses intérêts nationaux.

Une tournée diplomatique du Président de la République au sommet des Nations Unies aux Etats Unis, en France et en Ouganda a permis de positionner la République Centrafricaine sur les grandes questions internationales, tout en renforçant ses alliances sur plusieurs fronts essentiels au développement national. Néanmoins, cette dynamique de la politique étrangère de la Centrafrique, se heurte à des difficultés qui peuvent être mise en rapport avec la question de souveraineté stratégique et financière.

Mots clés : Regard, leçons, tirer, Politique, étrangère, gestion

Abstract

The Central African Republic is a state in Central Africa, limited to the northwest by Chad, to the northeast by South Sudan, to the south by the Democratic Republic of Congo and Congo, and to the west by Cameroon. Its ancient history is poorly known and is still subject to debate among specialists, which constitutes a subject of study and its place in international relations.

This article allows us to analyze the active foreign policy of the Central African Republic both in its dimension with other States and the challenges it faces. In disagreement with certain accepted ideas which support the idea of an active diplomacy of the Central African Republic in the sub-region due to its internal political evolution, this study shows us the Central African Republic, like any actor in international relations, is a State which, on the international scene defends all the components of its national identity, and its national interests.

A diplomatic tour by the President of the Republic to the United Nations summit in the United States, France and Uganda helped position the Central African Republic on major international issues, while strengthening its alliances on several fronts essential to national development. However, this dynamic of Central African foreign policy faces difficulties, which can be linked to the question of strategic and financial sovereignty.

Keywords: Look, lessons, sorting Politics, foreign, management.

Introduction

L'Etat demeure l'acteur principal des Relations Internationales, en dépit de l'émergence d'autres types d'acteurs internationaux. C'est autour de lui que se structure tout le système international. Il joue le rôle d'intermédiaire de ce qu'il est convenu d'appeler « politique étrangère ».

Traditionnellement, la politique étrangère est considérée comme « l'ensemble des orientations générales, des comportements d'un Etat dans les Relations Internationales. Ces relations sont caractérisées grâce à une diplomatie (LUKIKU. M., 2001) ».

La diplomatie est la conduite de négociation et de reconnaissances diplomatiques entre les personnes, les groupes ou les nations en vue de définir un accord, par exemple, pour résoudre un conflit sans violence. Utilisée follement, elle se rapproche habituellement à la diplomatie internationale, la conduite des Relations Internationales par le truchement des diplomates professionnels.

Une distinction importante existe entre la diplomatie et la politique étrangère, même si elles sont étroitement liées, complémentaires et indispensables, l'une sur l'autre. La politique étrangère correspond aux choix stratégiques et politiques des plus hautes autorités de l'Etat.

En Centrafrique, elle relève du Chef de l'Etat, du Premier Ministre et du Ministre des Affaires étrangères. La diplomatie est la mise en œuvre de la politique par l'intermédiaire des diplomates. Par la politique étrangère, l'Etat cherche à répondre au comportement des autres acteurs internationaux, à agir sur son propre environnement pour le conserver tel quel quand il lui est favorable et pour le changer quand il lui paraît indisponible.

Chaque Etat dispose de plusieurs moyens à savoir : la diplomatie qu'il exprime, l'armée qui le soutient, la politique qui la couvre (De Gaulle ch. 1959), afin d'atteindre son objectif.

En d'autres termes, « l'Etat cherche par le moyen de la politique étrangère à, au moins, maintenir au plus, accroître ses capacités d'influences à « l'extérieure du territoire national (Braillard. et Rega Djalili, 1988) ». C'est pourquoi, en matière de politique étrangère, la Centrafrique voit le monde de façon différente et défend à sa manière ce qu'elle considère comme ses intérêts nationaux.

Plus de cinquante ans après son indépendance, la Centrafrique a connu des crises à répétitions dues au non-respect des conditions requises par la loi du pouvoir politique. Plusieurs analyses sont mises en place pour tenter de résoudre ces crises qui freinent le progrès de ce pays [d'un pouvoir politique légitime au travers de l'organisation des élections libres et démocratiques].

Après les élections présidentielles de 2016, quelle leçon tirer de la politique étrangère de la République Centrafricaine avec les autres Etats, est mise en œuvre par le Ministère des Affaires étrangères ? Si le conflit centrafricain est d'ordre politique, ce qu'il est l'image du mal être de la politique étrangère du pays?

Avec le parrainage de la Communauté internationale, la Centrafrique émerge lentement de crise politique et de la récession engendrée par la chute du gouvernement BOZIZE en 2013, les conditions politiques et sécurités demeurent instables dans des zones reculées. Faustin Archange TOUADERA élu Président de la République Centrafricaine, a élaboré un Plan de Relèvement et de la Consolidation Paix en Centrafrique (RCPCA), avec comme objectif de : soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation.

Il conduit également la conduite du contrat social entre l'Etat, la population et assure le relèvement économique et la relance du secteur productifs. Dans chacune de ses activités la communication est centrale. Le travail du diplomate peut, in fine, se résumer à la production de récits, d'images du monde, et à la tentative de les faire advenir dans le fonctionnement concret des Relations Internationales.

L'objectif de cet article est les résultats spécifiques et mesurables de la politique étrangère centrafricaine qui vise à positionner le pays dans le contexte sécuritaire pour la recherche de la paix, le respect du droit international au plan sous régional, régional et international.

Pour apporter des éléments de réponses à ce questionnement, deux hypothèses méritent d'être formulées.

Hypothèse principale : si les lignes d'actions fondamentales de la politique étrangère centrafricaine sont le consécutif de l'appréhension des intérêts nationaux, ils s'offusquent néanmoins à des bravades majeures.

Hypothèse secondaire 1 : la recherche de la béatitude des intérêts nationaux qui accule la Centrafrique à opter une politique d'ouverture et de polyvalence des partenaires solides qui se dirige vers la phase d'investissement.

Hypothèse secondaire 2 : pourtant, la politique étrangère centrafricaine se bute à des fanfaronnades majeures.

Pour amener des éclairages à ces anxiétés nécessite au préambule l'approbation d'une démarche appropriée.

La Théorie réaliste la théorie réaliste calque la vision d'une nature égoïste de l'homme sur les Etats, qui sont en situation d'anarchie. Elle estime ainsi que la guerre est inévitable, qu'elle soit avariée ou latente, car la distribution et l'utilisation de la puissance sont les facteurs principaux.

Le réalisme est une approche de l'étude et de la pratique de la politique internationale. Il met l'action sur le rôle de l'Etat-nation et part du principe que toutes les nations sont motivées par des intérêts nationaux ; ou mieux par les intérêts nationaux déguisés en préoccupations morales.

Il est reproché à cette théorie qu'elle est parfois considérée comme synique et pessimiste.

En outre, elle refuse l'inclusion d'autres paramètres dans leurs analyses comme le facteur économique et la coopération. Les critiques partielles s'attaquent à quelques concepts du réalisme. Le souci permanent de survie du pouvoir trouve son expression dans le concept d'intérêt. Pris dans un sens rationnel, ce dernier postule le calcul de l'investissement dans l'action pour en apprécier la rentabilité attendue : trop coûteuse, cette action doit être évitée ; bénéficiaire, il faut l'engager. Bien entendu, du regard des thèses idéalistes, le calcul paraît mesquin, indigne de la générosité humaine. Les réalistes estiment eux, que les biens sont mal repartis et en qualités si insuffisantes qu'ils obligent ceux qui les détiennent à organiser une veille constante pour ne pas en être dépossédés.

Selon la théorie réaliste sur l'intérêt national, les intérêts principaux d'un Etat sont grosso modo inchangeables à condition que l'Etat reste une entité politique, quelque soient les régimes politiques ou les élites politiques. Les principales propositions aux cœurs de l'école réaliste sont : la quête de l'intérêt national défini en termes de puissance est le fondement même de la politique extérieure ; la réductibilité des actions des actions désintéressées en politique étrangère devant l'impératif de l'intérêt national est fonction de rapport de force ; l'intérêt national correspond à des choix politiques voulus ; l'intérêt national est défendu par les décideurs politiques pour le compte de la nation. La théorie réaliste contribue à expliquer certains aspects de cette nouvelle politique étrangère centrafricaine. Dans cette étude, l'affirmation réaliste selon laquelle la politique extérieure est sans rapport avec la politique intérieure est rejetée. Cette vision réaliste est inappropriée à notre objet d'étude. En Centrafrique, les crises militaro-politiques, les conjonctures internes ont influencé la conduite extérieure centrafricaine.

La vision Libéralisme se résume comme suit : l'intérêt national se réalise dans la coopération. Pour le libéralisme national, la coopération et le gage des gains partagés entre les Etats. La coopération crée les gains partagés entre les différents acteurs. L'usage de cette assertion nous permettra de montrer la capacité de la Centrafrique dans le cadre tant libéral que multilatéral à défendre ses intérêts sans mettre en péril les intérêts de ses partenaires à la coopération.

La Centrafrique participe également aux dynamiques de résolution des conflits et considération de la paix à la frontière tripartite dans la sous-région. Au contraire, la théorie libérale semble dans certains de ses aspects, avoir certaines limites dans cette étude. Certains de ses aspects ne semblent pas correspondre à notre étude. Par exemple, le postulant selon lequel, l'intérêt national est le résultat des valeurs partagées par les groupes sociaux déterminants doit être relativisé.

En effet, en Centrafrique comme dans la plupart des pays, la centralisation du pouvoir politique est entre les mains d'un groupe qui empêche ou limite la participation des acteurs sociaux à la définition des intérêts nationaux. Le processus de décision politique étrangère en Centrafrique est dominé par l'exécutif. Les limites de ses approches théoriques nous conduisent à faire recours au constructivisme.

Contrairement au modèle béhavioriste, **le constructivisme** considère que l'apprenant acquiert des connaissances, en partant des perceptions qu'il a de sa réalité et de son vécu : on apprend en construisant nos perceptions pour nous adapter aux contextes qui nous sont propres. Le rassemblement et la mise en action de ce modèle constructiviste

rend possible l'explication des déterminants externes qui influencent la conduite de la Centrafrique dans la recherche de ses intérêts nationaux.

Certains principes de la politique étrangère de la Centrafrique sont, influencées par les valeurs partagées au sein de la communauté internationale comme le pacifisme, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, la non-agression, le respect du droit international etc.

Historique de la Diplomatie Centrafricaine

La politique étrangère de la République Centrafricaine porte sur l'ensemble de la politique étrangère menée par la Centrafrique depuis son indépendance en 1960. Cette politique étrangère régit les relations de la Centrafrique avec les Etats. Elle est mise en œuvre par le ministre des Affaires Etrangères de la République Centrafricaine. Elle est membre de l'Organisation des Nations Unies(ONU) et de l'Union Africaine (UA).

A. Echec de la Démocratisation

En 1993, la situation économique est toujours médiocre, et la politique d'austérité préconisée par le Fonds monétaire internationale(FMI), de plus en plus impopulaire. A Bangui une manifestation organisée en octobre par la coordination de l'opposition tourne à l'émeute. Le général André Kolingba cède aux revendications sous de la France malgré lui. Kolingba et David Dacko étaient éliminés au premier tour et Ange Félix Patassé l'emporte sur Abel Goumba. A cela cette opportunité de renouveler le personnel politique n'a pas été saisie.

En 1996, trois mutineries militaires ébranlent le régime, qui ne doit son salut qu'aux interventions françaises. En mars 1998, le gouvernement, l'opposition et les insurgés signent sous la pression internationale un pacte de réconciliation nationale.

Entre temps, la France qui ne veut plus jouer son traditionnel rôle de gendarme, se fait relayer (février 1997) par une force interafricaine dont elle assure le soutien logistique à la MISAB (Mission d'intervention et de surveillance des accords de Bangui), placée sous l'autorité de l'ONU. Dans le même temps, la France ferme ses bases militaires de Bouar.

La MISAB est remplacée par la MINURCA (Mission des Nations Unies en République Centrafricaine), force onusienne de 135 hommes, dont le mandat est prolongé jusqu'en décembre 1999. L'action de cette dernière est relayée par la BONUCA (Bureau des Nations unies pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine), mise en place en février 2000.

Après les élections de 1999, remporté par Ange Félix Patassé, la situation reste toujours confuse, et dans la nuit du 27 au 28 mai 2001, des mutins ont encerclé la résidence du chef de l'Etat Ange Félix PATASSE à Bangui, mais ils étaient repoussés par la garde présidentielle.

Après la prise du pouvoir par la force du général François Bozize, tous les partis politiques y compris celui de Ange Félix Patassé, en exil au Togo se disent prêt à collaborer avec le nouveau régime. En décembre 2004, une nouvelle constitution, fixant le mandat présidentiel à 5 ans et renforçant le pouvoir du Premier ministre est approuvé par le référendum.

En 2006, la situation se détériore avec l'apparition d'une nouvelle rébellion dans le nord-ouest du pays. Partis du Sud-Darfour et regroupés au sein de l'union des forces démocratiques pour le rassemblement(UFDR), les rebelles, aux revendications hétéroclites, s'emparent de plusieurs localités de la région, dont Birao, à l'automne 2009. Ils sont arrêtés par les FACA, soutenues par l'Armée française, qui reprend rapidement le contrôle de la région, non sans infliger aux populations civiles locales de lourds dommages.

Le président Bozize, prône le dialogue avec la rébellion, mais en dépit des accords de Syrte, et de Birao en (février et avril 2007), le cessez le feu conclu avec l'UFDR demeure précaire et le dialogue peine à s'instaurer. L'année 2008, voit la mise en œuvre d'un processus de dialogue politique inclusif(DPI) visant à la réintégration des mouvements de rébellion armés et à leur transformation en partis politiques.

La réélection de François Bozize qui se présente comme un pacificateur, n'est cependant pas remis en cause par la communauté internationale, dont la France qui soutient le processus de transition et les « efforts de bonne gouvernance » du régime. Celle-ci est encore loin d'être acquise, notamment : en matière de gestion du secteur minier du pays, principal atout économique du pays, l'exploitation du diamant notamment étant encore très opaque et désorganisée. La stabilisation politique reste aussi fragile et la situation sanitaire extrêmement précaire.

Le 24mars 2013, la coalition rebelle Séléka s'empare du pouvoir détenu par François Bozize depuis 2003. Dans l'incapacité d'enrayer la violence entre ses éléments armés et le mouvement Anti-balaka, qui a émergé en réaction à l'avancée de la Séléka, son leader, Michel Djotodia, occupe la présidence jusqu'à sa démission le 10 janvier 2014.

Catherine Samba-Panza, Maire de Bangui, est élue chef de l'Etat de la transition par le Conseil national de la transition, avec pour tâche essentielle d'organiser des élections libres et transparentes, qui se déroulent entre décembre 2015 et mars 2016. Elles aboutissent à, l'adaptation d'une nouvelle constitution avec un régime semi-présidentiel et une centralisation renforcée, et à l'élection de 14 février 2016 du Président Faustin Archange Touadera.

Le 6 février 2019, dans le cadre de l'initiative de paix portée par l'Union Africaine(UA) et les pays de la région, un accord de paix est signé à Bangui entre le Gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés présents sur le territoire. Cet accord, le 8^e signé depuis 2012, prévoit la mise en place d'un gouvernement inclusif, des mesures de décentralisation et une réforme de la fonction publique.

Les groupes armés s'engagent à une cessation immédiate des violences, à se dissoudre à faciliter le redéploiement de l'Etat sur l'ensemble du territoire et à participer au processus de démobilisation, des armements, réintégration et rapatriement(DDRR). L'accord rejette l'idée d'impunité et met en place un mécanisme de justice transitionnelle avec la création d'une Commission vérité, justice, réparation et réconciliation.

Cependant, à l'approche du premier tour des élections présidentielles et législative du 27 décembre 2020, des groupes armés soutenus par François Bozize se retirent de l'accord pour former la coalition des Patriotes pour le Changement(CPC). Les élections se tiennent malgré les tentatives de déstabilisation de la CPC.

La réélection du Président Touadera est confirmée par la Cour Constitutionnelle le 18 janvier 2021, au terme d'un scrutin fortement contesté.

B. Politique centrafricaine peine à sortir de l'instabilité

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les pays africains accèdent progressivement à l'indépendance.

L'Afrique est marquée par plusieurs vagues de décolonisation, des plus douces aux plus sanglants. Dans tous les cas, les séquelles de la colonisation imprègnent à ce jour la politique africaine¹. A l'image des anciennes colonies françaises en Afrique, la Centrafrique conserve des liens militaires et diplomatiques avec la France.

Le pays n'arrive d'ailleurs pas à voler de ses propres ailes. Après une série de coup d'Etats, la Centrafrique plonge en 2004 dans un conflit ethnique qui oppose la minorité musulmane à la majorité chrétienne.

En 2013, un groupe Séléka, un groupe de rebelles musulmans, s'empare de pouvoir et plonge le pays dans le chaos. Incapable de rétablir l'équilibre, la France se retire de la République Centrafricaine². Désespérés, le Président Faustin Archange Touadera doit fraîchement nommer, Firmin Ngrebada, se tournent vers un ancien allié : la Russie.

La nomination de Firmin Ngrebada au poste du Premier Ministre de la Centrafrique, le 25 février 2019, prend veine dans l'instabilité politique qui déchire le pays depuis des décennies. Ancien Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat, Ngrebada est issu du cercle du Président Touadera. Ses habilllements en négociation le rendent célèbre dans les couloirs des ministères.

Il est notamment responsable de l'accord de paix signé entre le gouvernement centrafricain et les groupes rebelles du 6 février. Conclu au Soudan, cet accord désamorce les tensions entre les autorités et les groupes paramilitaires centrafricains, en promettant notamment la mise en place d'un gouvernement inclusif³. Ngrebada est également derrière le rapprochement entre la République Centrafricaine et la Russie.

L'accord de coopération militaire avec la Moscou, signé en Aout 2018, est en grande partie le fruit de négociations menées par l'actuel chef du gouvernement. Pourtant, Ngrebada travaille dans l'ombre. Menant ses négociations à l'écart des caméras, il laisse l'estrade au Président de la Centrafrique. Selon une source diplomatique, le Premier centrafricain met de l'huile dans les rouages de ce qui a trait à la stabilisation du pays.

¹ Dignat, Alban, « la séléka entre à Bangui », Hérode, le 28 avril 2019, URL(hyperlien) page consulté en 2019.

² Tresca, Malo, « pourquoi la France se désengage-t-elle- en Centrafrique ? », (la croix, le 14 juillet 2016 ? URL[hyperlien] herf)= /1bilan/servlet/IBMP pays/FRA>France/pourquoi France-desengagement-elle-centrafrique-2016-07-14-1200775810, page consulté le 17 octobre 2019.

³ RFL, « Qui est Firmin Ngrebanda, nouveau premier ministre de la RCA ? », RFI Afrique, le 26 février 2019, URL [hyperlien] page consulté le 17 octobre 2019.

Ainsi, Ngrebada « était seul avec le Président quand ils sont allés rencontrer Sergueï Lavrov (le Ministre russe des Affaires étrangères) pour conclure le dossier⁴ » en octobre 2017.

Cette politique exclusivité surprend les puissances occidentales, qui s'étonnent de voir un homme politique qui « n'a jamais été proche de la Russie⁵ » travailler sur un tel dossier.

La présence russe en Afrique n'est pas nouvelle. Dans le contexte de la guerre froide, l'Union Soviétique s'intéresse à ce continent pour des raisons géopolitiques. Profitant de l'instabilité politique, elle utilise l'idéologie communiste pour amadouer les dirigeants africains.

Ainsi, dans les années 1970, les Soviétiques n'hésitent pas à soutenir l'armée centrafricaine dans l'espoir d'étendre leur influence dans la région⁶. La Russie ex-République Soviétique, reproduit le même modèle. Le Président russe Vladimir Poutine, nostalgique de l'hégémonie soviétique, profite du retrait français en Centrafrique pour s'imposer. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU), la Russie utilise son droit de veto en septembre 2017 pour bloquer une vente d'armes.

En vertu de l'embargo de l'ONU, la France n'arrive donc pas à livrer les 1500 kalachnikovs confisqués au large de la Somalie en mars 2016⁷. La voie est libre pour la Russie. En octobre 2017, le Président Touadera rencontre le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, pour négocier une alternative. Décrochant une suspension exceptionnelle de l'embargo en Centrafrique, la Russie débute ses livraisons d'armes en janvier 2018⁸.

Les pays occidentaux, particulièrement la France sont impuissants. Malgré une aide de 130 millions d'euros, soit un tiers du budget centrafricain, l'ancienne puissance colonisatrice a perdu son influence dans le pays⁹. Face à ce changement de camp, Ngrebada tient un rôle central. Négociant à la fois avec la Russie et l'ONU, le Premier Ministre s'aventure dans un terrain miné.

⁴ Chatelot, Christophe, « En Centrafrique, un nouveau premier ministre proche de la Russie », le monde, le 26 février 2019, URL[hyperlien] page consulté le 17 octobre 2019.

⁵ Pabandji, Pacôme, « Centrafrique : qui est Firmin Ngrebada, l'homme de rapprochement Moscou-Bangui ? », Jeune Afrique, le 03 mai 2018, URL[hyperlien] page consulté le 17 octobre 2019.

⁶ Idem

⁷ Perrotin, Maxime, « Centrafrique, la Russie va-elle- vraiment supplanter la France ?

⁸ Spoutniks, le 25 Aout 2018, URL [hyperlien] page consulté le 17 octobre 2019.

⁹ Pabandji, Pacome.cit.

Selon une source diplomatique, il n'est pas suffisamment prudent, notamment face au rapprochement entre la Russie et les membres de l'ex Séléka¹⁰.

La Russie joue sur deux fronts et le talent diplomatique de Ngrebada sera de mise pour désamorcer les potentiels retours à la violence.

I. Diplomatie agissante du Président Faustin Archange Touadera.

La diplomatie qui qualifie cela d'agissante de Touadera attire beaucoup plus les Investisseurs en Centrafrique. Quels en sont les critères d'appréciations ? Il faut reconnaître que depuis son accession à la magistrature suprême de l'Etat en 2016, l'homme de Bangui mène des actions au niveau international dont les partenaires au développement, et autres investisseurs sont toujours prêts à mettre la main à la poche pour accompagner le Président Touadera et son gouvernement dans leurs actions patriotes. Ce dernier ne cesse jamais de faire des plaidoyers pour la cause, de son pays et qui, au retour, les résultats sont toujours satisfaisants pour le relèvement national.

La diplomatie agissante du président Touadeara est l'œuvre de sa vision politique qui est approuvée par tout le monde. La relation diplomatique de la Centrafrique et ses partenaires bilatérales et multilatérales sont toujours au beau fixe.

A. Efforts du Gouvernement

La poursuite du processus de paix en République Centrafricaine est essentielle pour faire les armes. La France salue les efforts des autorités centrafricaines. La deuxième revue stratégique sur la mise en œuvre de l'accord politique et de la Feuille de route de Luanda s'est tenue à Bangui en octobre dernier, qui est un pas de la bonne direction.

Le progrès dans ce domaine doit être amplifié. Le renouvellement du mandat de la MINUSCA a été félicité par la France, elle salue la poursuite de ses efforts, en lieu avec les autorités centrafricaine pour renforcer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire. Les actions de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement doivent se poursuivre, ainsi que la réforme du secteur de la sécurité.

S'agissant de l'insécurité qui persiste en raison des mouvements transfrontaliers de groupes armés, la coopération avec les pays de la région est indispensable. La France encourage la poursuite des efforts du gouvernement centrafricain et la mise en place des coopérations concrètes en lieu avec les organisations régionales, ainsi qu'avec les Etats voisins.

Pour consolider les progrès obtenus, le dialogue entre le gouvernement et l'opposition est nécessaire, dans le cadre d'un Etat démocratique ouvert et apaisé. Elle encourage les autorités centrafricaines à garantir les droits civils et politiques de tous les individus et à lutter contre les campagnes de désinformations.

¹⁰ Forestier, Patrick, « Centrafrique, comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France ? », Le point, le 15 décembre 2018, URL[hyperlien] page consulté le 7 octobre 2019.

B. De la politique d'ouverture à la politique de diversification des partenaires

Le partenaire est ainsi devenu un des thèmes majeurs des Relations Internationales à l'ère de la mondialisation¹¹.

Dès 1993, la diplomatie s'est lancée dans un processus non seulement d'ouverture mais aussi de diversification de ses partenaires.

1. Déclassement de la puissance traditionnelle française en République Centrafricaine

Le fondement de la coopération militaire entre la France et la RCA s'est inscrit dès l'accession de la République Centrafricaine à l'indépendance, le 15 août 1960, prévoyant l'intervention française en cas d'attaque extérieure ou de déstabilisation interne de la Centrafrique.

En effet, une contestation de l'hégémonie occidentale, l'offensive russe en RCA s'analyse comme une volonté de déclassement de la puissance traditionnelle qu'est la France dans un « pré-carré » ou sa zone d'influence.

Dans la même veine, plusieurs accords ont été signés entre la Centrafrique et la France. Nous citons par exemple, le protocole relatif à la sécurité des vols et des aéronefs militaires conclu le 31 juillet 1966. Cet accord concerne l'assistance militaire technique du 08 octobre 1966 et la convention relative au concours militaire technique signé le 04 août 1979. Ce partenariat militaire a suivi son cours en 1997 avec la RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix), placé sous la houlette de l'Union Européenne (U.E).

L'accord de défense du 08 avril 2010, constitue une nouvelle page de la coopération franco-centrafricaine, qui s'est qualifié de deuxième génération des accords de défense sur la sécurité et axé à la formation du personnel, l'équipement, les échanges du renseignement. C'est ainsi que l'engagement français en RCA va se matérialiser par le lancement de l'opération Sangaris le 05 décembre 2015, conformément à la Résolution 2127 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ainsi, depuis 1960, la France apparaissait comme un partenaire stratégique incontournable de la RCA en matière de défense et de sécurité. L'arrivée au pouvoir le 30 mars 2016, du Président Faustin Archange Touadera va contribuer à la remise en cause de l'hégémonie militaire de puissance française en République Centrafricaine. Ce nouveau régime au pouvoir en Centrafrique va diversifier sa coopération en établissant un partenariat militaire avec la Russie. Cette recomposition de la coopération entraîne une sorte de rivalité entre la France et la Russie. Cette rivalité s'est notamment manifestée par le gel de l'aide budgétaire française à la Centrafrique et la suspension de la coopération militaire entre les deux pays le 08 janvier 2021.

¹¹ Pabandji, Pacôme, op.cit.

Du même genre, l'Union Européenne a annoncé la suspension de ses missions de formation militaires avec les Forces Armées Centrafricaines(FACA) le 15 décembre 2021. L'influence grandissante de la Russie en Centrafrique a conduit la France à fermer sa dernière base à Bangui. Sur ces entrefaites, la RCA apparait comme un espace vital de projection et d'offensive de la Russie.

2. Influence russe dans la reconfiguration de la coopération militaire en Centrafrique.

Après plusieurs années d'instabilité sécuritaire à une guerre civile, la RCA est au cœur d'une nouvelle reconfiguration de la coopération militaire avec la Russie. La Russie s'érige aujourd'hui en partenaire privilégié avec la RCA, par rapport à la limite traditionnelle de la France.

En effet, l'accession au pouvoir du Président Touadera en 2016 a contribué à redéfinir l'échiquier de la coopération sécuritaire entre la Centrafrique et les puissances mondiales.

Cette coopération militaire entre la Russie et la RCA s'est établie à travers la signature d'un accord de coopération militaire en 2018.

Cet accord se déploie autour de plusieurs enjeux à la fois économique, géostratégique et même géopolitique. L'implication croissante de la Russie en Centrafrique s'inscrit dans une stratégie de reconquête géopolitique et économique plus large du Kremlin sur le continent africain.

Compte de cette dynamique, il est opportun de questionner les interactions stratégiques du partenariat sécuritaire russo-centrafricain dans un contexte géopolitique mondial en pleine mutation. Plus précisément, comment le partenariat Russo-centrafricain recompose-t-il la coopération entre ces deux pays.

Il ressort que l'intérêt de la Russie pour la RCA résulte d'une dynamique globale de redéploiement stratégique de la Russie en Afrique. La projection russe en Afrique centrale, constitue pour la Centrafrique un terrain d'affirmation de son ambition hégémonique.

En effet, le déploiement de Moscou en Centrafrique est une occasion de vendre son savoir-faire en matière de sécurité, mais aussi un moyen d'accroître ses marges de manœuvre dans le marché des matières premières.

La signature d'un accord militaire entre ses deux Etats comporte plusieurs clauses relatives notamment à l'envoi des Forces Russes en Centrafrique, la livraison des armes, la formation de l'Armée centrafricaine par les instructeurs russes. L'envoi de plusieurs militaires et instructeurs russes en Centrafrique et la livraison d'armes traduit fort bien l'ampleur de cette coopération. La Russie a fourni une importante cargaison d'armes à la Centrafrique le 14 août 2019.

La Russie a obtenu l'aval de l'ONU pour le déploiement de 30 Officiers russes au sein de la MINUSCA, en janvier 2018. Elle a réussie a occupé une place importante au cœur du régime au pouvoir en Centrafrique.

En 2018, Valéry Zakharov avait été désigné comme conseiller à la sécurité du Président. Ce dernier est un ancien de la police des douanes ayant travaillé en collaboration avec les structures du groupe Wagner. Par ailleurs, la Russie assure la sécurité des Institutions centrafricaines et contribue à la stabilisation du régime du Président Touadera.

A cet effet, la société Wagner fournit plus d'un millier d'instructeurs à la République Centrafricaine, et assure une grande partie de la formation de la Garde présidentielle et la sécurité des Institutions étatiques.

Le Président Touadera a su profiter de la ligne diplomatique de la Russie qui s'avère moins contraignante et moins exigeante en matière de respect des valeurs telles que la démocratie, la bonne gouvernance ou les droits de l'homme.

D'ailleurs, le respect de la souveraineté, la reconnaissance des autres modèles de développement et la non-immixtion dans les affaires des Etats sont les piliers de la ligne diplomatique russe. Lors des élections 2020, la Russie a envoyé ses troupes pour la sécurisation du pays.

Au regard des implications de la coopération russo-centrafricaine, il est important qu'elle repose sur le principe du partenariat gagnant-gagnant, générateur de bénéfices réciproques et en l'occurrence de la population centrafricaine.

C. Le Résultat de la diplomatie agissante de Touadera.

La diplomatie est la conduite de négociation et de reconnaissances diplomatiques entre les personnes, les groupes et les nations en vue de définir un accord, par exemple pour résoudre un conflit sans violence.

La diplomatie étrangère de la République Centrafricaine correspond aux choix stratégiques et politiques des plus hautes autorités de l'Etat. Parmi ces Etats nous pouvons citer :

1. Relation entre la Chine et la RCA

La République Populaire de Chine et la Centrafrique qui ont signé un accord commercial et économique d'une valeur de 12 milliards 600 millions de FCFA, en date du 22janvier 2021. L'Ambassadeur de la République populaire de Chine en République Centrafricaine, M. CHEN DONG et le Ministre de Finances et du Budget centrafricain ont paraphé la convention relative à l'annulation des dettes du gouvernement centrafricain à hauteur de dix milliards six cent quarante-cinq millions de FCFA.

La cérémonie de la signature de cet accord commercial et économique s'est tenu le 4 février 2021 au Palais de la renaissance en présence du Président Faustin Archange Touadera, l'Ambassadeur de la République populaire de la Chine en Centrafrique, M. CHEN DONG et le Ministre de l'Economie du Plan et de la Coopération Félix Moloua.

D'après le Diplomate Chinois, ledit accord commercial est un moyen de soutenir la République Centrafricaine dans la voie de la reconstruction, de la prospérité et des actions en faveur de la paix. De son côté Monsieur Félix Moloua a affirmé que la signature de cet accord est la résultante de l'excellence des relations bilatérales qui existe entre la Centrafrique et la République populaire de Chine. Ces relations sont devenues florissantes grâce à la diplomatie agissante du Président Touadera, marquée par la signature de plusieurs contrats entre ces deux pays.

3. Sur la scène internationale

Une tournée diplomatique du Président de la République au sommet des Nations Unies aux Etats Unis, en France et en Ouganda a permis de positionner la République Centrafricaine sur les grandes questions internationales, tout en renforçant ses alliances sur plusieurs fronts essentiels au développement national.

Le Président Faustin Archange Touadera a affirmé sa détermination à obtenir la levée totale de l'embargo sur le diamant centrafricain, qui est un sujet central pour l'économie du pays, lors de la 79 eme session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Il a même souligné l'impact négatif de cette sanction qui, selon lui, freine la reprise de l'économie et le développement durable de la Centrafrique. Il a rappelé que la République Centrafricaine a mise en place des mécanismes de transparence et de contrôle rigoureux pour éviter que les ressources ne financent pas les conflits.

La République Centrafricaine ne peut plus supporter un tel fardeau économique, alors que nous nous efforçons de rétablir la paix et la sécurité. Le diamant centrafricain doit devenir un moteur de notre développement, a-t-il déclaré. Il a également rencontré plusieurs dirigeants africains et partenaires internationaux pour discuter des enjeux de gouvernance mondiale et de la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il a une fois de plus plaidé pour une représentation plus équitable de l'Afrique au sein de cette institution, arguant que la voix du continent doit être entendue sur les questions globales.

La participation du Président de la République Faustin Archange Touadera au 19eme sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts, qui portait sur la promotion de la langue française comme levier de l'entrepreneuriat. Ce sommet a permis au Chef de l'Etat de rappeler l'importance du rôle de la Francophonie dans le développement économique et éducatif de la Centrafrique. Cette langue de partage et d'ouverture, doit aussi devenir un outil pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat chez nos jeunes.

C'est une priorité que le Chef de l'Etat va intégrer dans nos politiques nationales, notamment à travers la réforme de notre système éducatif. En dehors du sommet, des

échanges fructueux ont eu lieu avec d'autres Chef de l'Etat africains et européens, renforçant ainsi la coopération bilatérale dans plusieurs domaines, dont l'éducation, les affaires culturelles et les projets de développement.

Ce périple diplomatique a conduit le Président Touadera en Ouganda où des accords ont été signés dans des secteurs stratégiques, notamment la formation militaire et le développement des infrastructures routières. Ces protocoles d'ententes, fruits de négociations entre les deux pays, ouvrent la voie à une coopération durable et la stabilité de la République Centrafricaine.

Le président de la République a souligné l'importance de ces projets, pour améliorer les échanges économiques et renforcer l'intégration régionale. Son intervention centrée sur les résultats de ses missions diplomatiques, a renforcé la confiance dans la capacité du gouvernement à poursuivre ses efforts pour le développement et la stabilité en République Centrafricaine.

Ce périple marque une étape dans la politique étrangère centrafricaine, qui s'affirme désormais comme un acteur incontournable sur la scène régionale et internationale, prêt à défendre ses intérêts tout en s'ouvrant à de nouvelles opportunités de coopération.

4. Relations avec la communauté économique des Etats de l'Afrique centrale(CEEAC).

Le Président de la République Faustin Archange Touadera a pris part à la 25^e Session Ordinaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale(CEEAC), le 18 octobre 2024. Cette conférence a pour thème : « la CEEAC à la croisée des chemins ; vers la consolidation des acquis de la réforme pour surmonter les défis de l'intégration régionale en Afrique Centrale ». Ils ont également évoqué le cas des crises externes qui ont un impact négatif sur la communauté, notamment la guerre en Ukraine, au Soudan et en Lybie, tout aussi bien que la gestion des réfugiés y compris des catastrophes naturelles qui ont affecté plusieurs pays comme la Centrafrique.

Le Président Touadera a été félicité pour sa bonne conduite de la mission de facilitateur de la CEEAC au Gabon où des avancées significatives ont été enregistrées dans l'évolution du processus de transition politique, et sur la levée totale de l'embargo sur les armes le 30 juillet dernier ce qui a permis de relever les défis sécuritaires. Cette conférence a aussi exprimé sa préoccupation face aux problèmes liés à l'évolution du mouvement des éleveurs « mbororos » qui fragilise la sécurité dans les zones frontalières entre la RCA, le Tchad, le Cameroun et la RDC.

4. Relation avec Rwanda

L'engagement du Rwanda commence avec le déploiement de 850 soldats dans le cadre d'une mission de maintien de la paix de l'Union Africaine (UA). Ils étaient déployés comme des gardes du corps de hauts responsables politiques centrafricains, dont le Chef de l'Etat. Les deux pays ont signé un accord de coopération lors de la première visite officielle du Président Paul Kagamé. Il est devenu un partenaire très influent de la

Centrafrique, il est le principal pourvoyeur de casques bleus de la Minusca. Il a un accord bilatéral avec la Centrafrique, et contribue au renforcement des Institutions centrafricaines, tout en acquérant des concessions minières et investir dans les domaines agricoles.

Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2020, sur la demande de Bangui les troupes rwandaises ont réussi à repousser la rébellion. Cependant, certains scénarios comportent des risques qui pourraient, à terme, entacher les relations entre les deux pays. L'économie centrafricaine redoute une concurrence déloyale de la part de celle rwandaise, qui bénéficie d'avantages par leurs projets, dont la protection était par l'armée rwandaise. Ces deux pays devraient agir maintenant afin d'empêcher ces problèmes ne puissent pas se transformer en d'intérêt qui ne feraient que renforcer l'instabilité dans laquelle le pays est déjà plongé.

Le gouvernement centrafricain a élargi son partenariat avec le Rwanda qui pourrait être un moyen d'atténuer le risque d'une crise généralisée.

Les accords de Bangui-Kigali comprennent des mesures visant à renforcer l'Etat centrafricain, en modernisant la fonction publique et la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que la promotion des investissements pour maintenir à flot une économie durement touchée par l'inflation des prix de produits de base au cours des dernières années.

Son intervention contribue également à améliorer son positionnement diplomatique sur le continent. Son soutien militaire à la RCA, Kigali a eu l'occasion de redorer son blason en tant que garant de la stabilité, sous la bannière des « solutions africaines », que les occidentaux soutiennent souvent comme une solution alternative à des missions internationales de maintien de la paix à grande échelle.

D. Relations avec les pays limitrophes

La Centrafrique élargit ses relations diplomatiques avec les pays limitrophes à savoir :

1. Relations avec le Soudan

La Centrafrique partage avec le Soudan une frontière de 483 km, située au Sud- ouest du Soudan, qui a été réduite au trois cinquièmes de sa longueur initiale à la suite de l'indépendance du Soudan du Sud. Ces deux pays sont membres de l'Union Africaine(UA), tandis que la République est membre observateur de l'organisation de la coopération islamique.

Pendant la deuxième guerre civile centrafricaine (2012-2013), le régime de Omar el-Béchir est accusé d'avoir fourni des armes et des mercenaires à la coalition rebelle musulmane(Séléka) en guerre avec François BOZIZE en 2013. En septembre 2019, le Conseil souverain du Soudan décide de fermer ses frontières avec la République Centrafricaine, avec la Lybie pour raison de sécurité.

2. Relations avec le Tchad

La République Centrafricaine partage avec le Tchad au sud une frontière de 1200 km. Elle est en partie constituée des rivières Bahr- Aouk, Nana Barya et Pende. En mars 2003, des milices tchadiennes appuient le coup d'Etat du Président François Bozize en Centrafrique, dont une partie va rester avec lui après son installation au pouvoir qui dure jusqu'à son renversement par un autre groupe en mars 2013.

Le Tchad et la RCA ont coopéré au sein de la Force européenne (EUFOR-Tchad-RCA), qui est une force opérationnelle multinationale, dirigée par l'Union européenne au Tchad et en Centrafrique, qui est chargée de sécuriser les réfugiés du Darfour.

Ces relations étaient devenues tendues, le gouvernement centrafricain reproche à N'Djamena de laisser des groupes armés utiliser son territoire comme de repli et d'avoir accordé l'asile à leur principal chef, l'ex- président François Bozize. Inversement, le Tchad avait accusé en février 2022 la Centrafrique de soutenir un chef rebelle tchadien qui cherchait un soutien des milices russes privées en Centrafrique.

En mai 2021, avait accusé l'armée centrafricaine d'avoir tué six de ses soldats dans l'attaque d'un poste frontalier sur son territoire. Les militaires de ses deux pays avaient échangés des tirs de part et d'autres de la frontière, et un soldat tchadien avait été porté disparu en décembre 2021.

Récemment une forte délégation tchadienne conduite par le Ministre d'Etat, qui s'séjourne à Bangui dans le cadre des travaux de la Grande Commission Mixte entre la RCA et le Tchad. Cette délégation est venue échanger avec le Chef de l'Etat centrafricain autour du cadre juridique à établir pour consolider la coopération bilatérale entre les deux Etats, notamment dans des secteurs stratégiques tels que la sécurité, le commerce et le développement.

L'importance de cette rencontre est dans le cadre des travaux de la Grande Commission Mixte, qui vise à mettre en place des mécanismes efficaces pour assurer la paix et la stabilité dans la sous-région. Cette perspective de coopération entre la Centrafrique et le Tchad, notamment, les accords qui seront signés aux termes des travaux de la Commission Mixte.

Ces accords devraient ouvrir la voie à des partenariats renforcés dans la gestion des flux migratoires, le commerce transfrontalier, ainsi que dans la coopération militaire. Cette rencontre marque une étape significative dans la consolidation des relations entre les deux pays, dans un contexte de stabilité régionale et de coopération mutuelle renforcée après un conflit diplomatique qui les avait secoués.

3. Relations avec la République Démocratique du Congo

Les relations entre ces deux sont au beau fixe comme en témoigne les échanges diplomatiques réguliers au plus haut niveau.

L'arrivée du Président de la Centrafricaine à en avril 2024, confirme l'excellence des relations de bon voisinage que développent désormais les deux pays frères. Cette accueil chaleureuse réservée au Président Touadera porte déjà le renforcement de la coopération bilatérale entre la RDC et la Centrafrique qui partage plus de 1600 km de frontière.

En plus des aspects diplomatiques, les deux personnalités ont également échangé sur quelques sujets d'actualité à savoir : la situation sécuritaire dans le Grand Katanga, ainsi que les dernières inondations dans le sud Kivu, ils ont également évoqué la problématique sur du Coronavirus, qui caractérise le vécu social de leurs populations respectives à la frontière commune.

La RDC et la RCA venaient de signer un accord de coopération militaire pour relever les défis sécuritaires. L'objectif de ce partenariat est de renforcer la collaboration entre les forces armées de ces deux pays, afin de pouvoir lutter efficacement contre les défis sécuritaires communs et promouvoir ainsi la paix et la stabilité dans la région.

L'importance de cet accord porte aussi sur des échanges de renseignements, et la mise en place d'une stratégie pour sécuriser la frontière commune. Cette collaboration militaire entre ces deux pays marque une nouvelle ère de partenariat stratégique et de solidarité régionale.

Conclusion

La politique étrangère de la République Centrafricaine, est une ambition des objectifs fixés et l'engagement fort du gouvernement pour la mise en œuvre, qui est impact indéniable sur l'action diplomatique de la Centrafrique pendant ces trois dernières années.

Le volontarisme qui a caractérisé l'action de la République Centrafricaine sur le plan continental et international a permis de briser l'isolement au quel faisait face la RCA et de mobiliser une partie des ressources nécessaires à la conduite du programme de réforme porté par l'exécutif.

La politique d'ouverture dans le cadre de cette stratégie a favorisé l'intensification des contrats avec plusieurs pays, et contribue à la promotion du rôle de la RCA en tant qu'acteur de négociateur sous régional notamment au Gabon, et sur plusieurs questions d'ordres politiques, économiques et sécuritaires.

Le renforcement de la présence de la RCA, au sein des Organisations internationales et régionales a en plus contribué à l'amélioration du bilan du second mandat du Président en matière de la politique étrangère.

Un bilan qui convient toutefois de nuancer du fait de l'échec de plusieurs initiatives diplomatiques, le retard dans le paiement de contributions statutaires pour les Organisations, l'existence de dysfonctionnement dans la gestion de certaines

représentations diplomatiques, ainsi que les problèmes liés aux conditions de travail et de prise en charge du personnel diplomatique.

L'enjeu pour l'exécutif centrafricain étant de montrer que les récents succès en matière diplomatique étrangère sur les levées d'embargo sur les armes et les diamants ne procèdent pas d'un concours de fortuit de circonstances, lié au jeu des rotations au sein des Organisations sous régionales et internationales, ou de considérations politiques passagères mais bien d'une véritable stratégie de planification en amont.

Références

Faustin Archange Touadera, invité d'honneur de la célébration du 62^e anniversaire de l'indépendance de l'Ouganda, le 9 octobre 2024 à Busia.

Deuxième journée ce mercredi 08 octobre 2024 de la visite officielle du Président Touadera, chef de l'Etat en Ouganda.

Sommet de la Francophonie 2024 : arrivée du Président de la République à Paris ce jeudi 3 octobre 2024.

Discours de son Excellence le professeur Faustin Archange Touadera, président de la République, chef de l'Etat Président en exercice de la CEMAC à l'occasion des soixante dix-neuvième (79^e) sessions ordinaires.

Le Président de la République Centrafricaine Faustin Archange Touadera est arrivé le lundi 23 septembre 2024 à New-York pour prendre part à la 79^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

La Politique étrangère du gouvernement de Bangui

Auteur : Cornevin, Robert

Année : 1975 : La République Centrafricaine, cendrillon avec le Tchad de l'ancienne AEF, assumait un complexe de frustration vis-à-vis du Gabon et du Congo. Elle a connu avec David Dacko la tentation du neutralisme. La politique étrangère n'est pas un d'une continuité évidente. La grande affaire fut la dégradation des relations avec la France : une détente s'achevait sur le sommet franco- africain de mars 1975. Les relations africaines hors l'éphémère appartenance à l'UDEAC, furent dans la logique d'un Etat africain conscient de ses difficultés humaines et économiques. Les rapports avec l'Est l'Ouest correspondent aux voyages, aux promesses, aux entités personnelles aussi du matériel du maréchal Bokassa.

Centrafrique, la déroute des Nations Unies : Un massacre qui discrédite les missions internationales, sous- équipés, mal pensée. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Centrafrique.

Agonie silencieuse de la République Centrafricaine. Plus de diamants ni de safaris, les chancelleries se désengagent /Agence silencieuse de la Centrafrique/Deux cent trente mille déplacés internes, soixante-deux mille.

- | | |
|---|----------|
| 01. Pratiques compromettantes sur l'utilisation des smartphones comparablement aux téléphones GSM | 1 – 17 |
| <i>Chrispain NKEBI MAZANZA</i> | |
| 02. Principes de base de mise en réseaux, d'architectures de conception et des méthodes de sécurité des infrastructures réseaux d'entreprises | 19 – 34 |
| <i>Chrispain NKEBI MAZANZA</i> | |
| 03. Apport du contrôle fiscal dans l'amélioration des recettes publiques à la Direction Générale des Impôts | 35 – 46 |
| <i>Alain TENDAY LUPUMBA</i> | |
| 04. Mobilisation des recettes non fiscales par la DGRAD Nord-Kivu dans un contexte de conflit armé :
Performance et Prévision par l'approche de Box et Jenkins | 47 – 71 |
| <i>Timothée MUTIA KWABO et César BARAKA NYAMUROHA</i> | |
| 05. Regard sur la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles à la direction générale des douanes et accises (DGDA) | 73 – 80 |
| <i>Promis NZEYIMO KIALA</i> | |
| 06. Evaluation du niveau de confiance des agents de la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCPT) vis-à-vis de leur délégation syndicale | 81 – 96 |
| <i>Richard-Dieubéni DIANTETE MIEKUNTUALA, Pierre FUTILA KOLELE, Césus KAPENDE KABONGO, Esperance MBUYI MUKALA, Serge KOLOMANI KUSENDA, Lyly NGALULA MUSUBE</i> | |
| 07. Regard sur les leçons à tirer de la politique étrangère de la République Centrafricaine : sous la gestion de Faustin Archange TOUADERA, de 2016 à 2024. | 97 – 114 |
| <i>GBIASSANGO Marcelin Marlon</i> | |
| 08. Ethique politique et société civile : quelle dynamique interactionnelle pour le développement de la RdC ? | 115 –128 |
| <i>Emmanuel KALAMBA MIKEMU</i> | |

09. Numérisation face aux mœurs africaines	129 –140
<i>Junior MWABILA KALAMBO et Ivon SUEDE MUTUALE</i>	
10. Héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya (1991-1996)	141 –150
<i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>	
11. Compliment et blâme : Multifonctionnalité et complémentarité de deux actes de langage expressifs	151 –163
<i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>	
12. De l'orientation du compliment et du blâme dans l'acte énonciatif en français (décembre 2024)	165 –180
<i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>	
13. La prééminence de l'Église catholique sous le Président Mobutu : compromis ou affrontement ?	181 –192
<i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>	
14. Evaluation de différentes doses du bioinsecticides naturels à base de <i>Tetradenia riparia</i> L. sur la protection des grains de maïs (<i>Zea mays</i> L.) en stockage contre <i>Sitophilus zeamais</i> Mostchulsky.	193 –203
<i>NDJU ESSAHO Pene DJOLO James Hilaire; KAMUINA KAMUINA Célestin, MUTOMBO MUTOMBO Vincent, KALALA TSHIMBELA Emmanuel</i>	
15. Système de prise en charge sanitaire de MPOX dans les milieux ruraux congolais, Etude menée dans la zone de sante Rural de Kilunda à Kimpangi	205 –210
<i>André MUNYANEZA MUKULA, Joseph KAJABIKA CHIZA et Pierre NYANGI WABENGAKULA</i>	
16. Transport et commercialisation du bois d'œuvre exploité dans la périphérie à Kenge (RD Congo)	211 –225
<i>Joseph ZENGA KUBUISA-MBUNDU, Jean-Claude MASHINI DHI-MBITA, Alphonse MATAND TWILENG et René MPURU MAZEMBEBIAS</i>	
17. Etude de l'Efficiencie de la Production de la Pomme de terre dans les Hautes Terres du Territoire de Masisi au Nord-Kivu	227 - 248
<i>Viateur MUJOGO KANYAMUHANDA, Antoine MUMBA DJAMBA et GAKURU SEMACUMU Jean-Baptiste</i>	

- 18. Droit de suffrage universel et démocratie
En République démocratique du Congo** **249 - 265**
Robert OSUBI KIWUTSI
- 19. Focalisation et topicalisation en mosange,
langue bantou de la Saw-Moeko. C31C' ndolo** **267 - 280**
Richard ZELENGE SOMO
- 20. Analyse des pratiques d'enseignement des littératures
dans les classes de français des écoles secondaires
de la ville de Bandundu : Etat des lieux et perspectives
didactiques** **281 - 289**
Albert BASELE KITOKO